



Comité économique
et social européen

Semaine de la société civile

17–20 mars 2025

*Prochaines étapes
pour des sociétés
plus cohésives*



Semaine de la société civile

Ces dernières années, différentes crises dont les contours s'enchevêtrent, allant des effets persistants de la pandémie à l'escalade des enjeux liés au changement climatique, en passant par l'augmentation du coût de la vie et l'aggravation des inégalités, nourrissent une généralisation de la polarisation. L'instabilité sociale, les difficultés économiques et le mécontentement politique, en particulier parmi celles et ceux qui estiment ne pas être entendus et se sentent laissés pour compte, ont encore aggravé les fractures au sein de la société.

Pour répondre à ces préoccupations urgentes, **la Semaine de la société civile 2025** a rassemblé un large éventail de parties prenantes de toute l'Europe et des pays candidats, ainsi que des experts, des responsables politiques de l'Union, des représentants des conseils économiques et sociaux nationaux et de la jeunesse ou encore des journalistes.

Pendant quatre jours, l'événement a donné à plus de 800 participants une occasion unique de s'engager dans des discussions animées, de partager des bonnes pratiques et d'œuvrer ensemble à l'élaboration de solutions visant à renforcer la cohésion sociale et la participation démocratique.

S'il est une leçon à tirer de cette semaine, c'est que le pouvoir de la société civile d'impulser le changement n'est pas moins formidable que les défis auxquels nous sommes confrontés. L'Europe doit agir rapidement et avec audace, en défendant sa société civile dynamique, pilier d'une démocratie durable.

Au cours des quatorze sessions de la conférence organisées par **les membres du Groupe de liaison du CESE et les partenaires de la Journée de l'Initiative Citoyenne Européenne**, notamment lors de **la cérémonie de remise du prix de la société civile du CESE**, les acteurs de la société civile ont élaboré un arsenal complet de mesures réalisables et de demandes clés pour une **Europe plus cohésive et plus résiliente**.

Renforcer la cohésion par l'éducation et la culture

Renforcer la participation des citoyens dans le cadre de l'initiative citoyenne européenne (ICE)

Stimuler l'innovation et mettre la technologie au service du bien commun

Fournir des logements abordables, démocratiques et durables

Assurer une transition juste et inclusive et une croissance verte et bleue

Renforcer le soutien et le financement des organisations de la société civile

Construire une stratégie européenne forte relative à la société civile

Faire participer les jeunes à l'élaboration d'une Europe plus forte et plus résiliente



Renforcer la cohésion par l'éducation et la culture



Investir dans l'engagement civique et le dialogue tout au long de la vie

- ✓ Élargir la définition des «compétences de base» dans le plan d'action en la matière pour y **inclure l'éducation aux médias, l'engagement civique, la participation culturelle et la pensée critique.**
- ✓ Intégrer des modules sur le dialogue, la pensée critique et l'éducation aux médias dans les programmes de formation aux compétences de base financés par le plan d'action pour encourager la citoyenneté active et lutter contre la polarisation.



Donner aux citoyens les moyens d'agir par l'éducation et la participation

- ✓ Mettre en œuvre **des mécanismes structurés de participation des étudiants** dans le cadre de l'espace européen de l'éducation.
- ✓ Veiller à ce que la formation des enseignants comprenne des modules sur **l'éducation à la citoyenneté** et favorise des environnements d'apprentissage inclusifs.



Privilégier les initiatives locales et le langage inclusif

- ✓ Utiliser le cadre de l'union de l'égalité pour **financer des initiatives dans les territoires** qui favorisent la cohésion sociale.
- ✓ Réviser le matériel éducatif et le discours public pour y intégrer **un langage inclusif**, en veillant à ce que les initiatives soient adaptées aux besoins locaux et mettent en avant une approche centrée sur la personne.

Renforcer la participation des citoyens dans le cadre de l'initiative citoyenne européenne (ICE)



Renforcer le suivi et l'impact de l'ICE pour rétablir la confiance

- ✓ Il faut agir plus énergiquement pour répondre aux attentes des citoyens au moyen de l'ICE, en veillant à ce que celle-ci joue un rôle clé dans le renforcement de la démocratie et la prévention de l'érosion de la confiance de l'opinion publique et de la poussée des forces antidémocratiques..



Renforcer l'engagement des parties prenantes pour assurer le succès à long terme de l'ICE

- ✓ Les parties prenantes, en particulier les institutions, doivent agir avec davantage de détermination pour faire en sorte que l'ICE contribue de façon durable au renforcement de la démocratie européenne. Il s'agit notamment de renforcer **la visibilité**, de garantir **l'impact**, d'associer **les jeunes** et d'améliorer continuellement l'ICE, y compris en révisant la législation pertinente en 2027.



Permettre aux organes des États membres de soutenir l'ICE

- ✓ Les conseils économiques et sociaux nationaux, ainsi que les collectivités régionales et locales, devraient soutenir activement et utiliser l'ICE comme outil de promotion des politiques européennes, en développant l'infrastructure requise pour garantir que les idées des citoyens soient prises en compte dans le programme de travail européen.



Renforcer les capacités des organisateurs d'ICE et accroître la collaboration

- ✓ Assurer **des échanges entre pairs plus structurés**, des liens renforcés et une collaboration durable entre les organisateurs d'ICE et les parties prenantes, tout en sensibilisant les jeunes, en les mobilisant et en les soutenant financièrement.



Renforcer la stratégie d'impact des ICE et améliorer la communication et la transparence pour instaurer la confiance

- ✓ Mieux faire connaître le suivi législatif et la démocratie participative **pour garantir les résultats aussi bien juridiques que politiques.**
- ✓ Renforcer les règles relatives aux ICE pour **améliorer le suivi et l'impact.**
- ✓ Améliorer la participation des organisateurs d'ICE aux décisions de la Commission grâce à une meilleure communication, à un engagement soutenu et à la transparence, afin de renforcer **la confiance des citoyens** et de veiller à ce que leur point de vue soit entendu.



Stimuler l'innovation et mettre la technologie au service du bien commun



Concevoir ensemble un espace numérique européen

- ✓ Mettre en place un **processus participatif** dans le cadre duquel les Européens et les parties prenantes conçoivent, avec les institutions et les représentants politiques de l'Union, **un espace numérique démocratique** ancré dans les valeurs, droits et principes européens.
- ✓ Veiller à la **mise en œuvre effective des réglementations européennes** afin de protéger les droits et la souveraineté des citoyens en matière d'utilisation des données, tout en investissant dans les infrastructures et les outils qui garantissent l'application des réglementations de l'Union dans l'espace numérique.
- ✓ Montrer l'exemple en adoptant et en assurant la promotion **des technologies numériques développées en Europe** qui respectent l'environnement et les droits de l'homme.
- ✓ Aborder la question de l'intelligence artificielle (IA) dans un contexte professionnel par le truchement d'**un processus inclusif associant toutes les parties prenantes concernées**, de manière à protéger les droits fondamentaux et à garantir la transparence tant pour les travailleurs que pour les particuliers.



Renforcer les compétences numériques pour une participation démocratique

- ✓ Élaborer et mettre en œuvre **une stratégie européenne en matière de compétences inclusive** qui donne la priorité à l'habileté numérique, à la pensée critique et aux compétences transversales essentielles à l'engagement démocratique, à l'utilisation éthique des technologies ou encore à la prise de décision éclairée.
- ✓ Renforcer **les possibilités d'éducation pour donner à chacun les moyens** de s'orienter dans la démocratie numérique, d'exploiter les technologies émergentes, de stimuler l'innovation et de relever les défis éthiques et sociétaux que pose l'intelligence artificielle.
- ✓ Garantir **des possibilités permanentes de perfectionnement et de recyclage** qui préparent les travailleurs à l'évolution du paysage numérique et des exigences du marché du travail.



Investir dans l'infrastructure numérique et l'inclusion

- ✓ Promouvoir **les investissements européens dans les infrastructures numériques inclusives et les technologies d'intérêt social** qui renforcent la participation démocratique (par exemple, un mécanisme permanent pour maintenir le dialogue avec les représentants et contrôler leur action dans l'élaboration des politiques) et garantissent l'accessibilité pour tous, en particulier pour les personnes handicapées et les groupes marginalisés.
- ✓ Créer **un environnement favorable aux entreprises et à la technologie pour que les entrepreneurs européens** et les autres acteurs concernés puissent investir dans des solutions, des logiciels et du matériel d'IA «fabriqués dans l'Union européenne» et contribuer à leur développement.
- ✓ Assurer **un financement à long terme de l'inclusion numérique et de l'engagement civique**, en intégrant l'accessibilité et la responsabilité dans tous les cadres de la politique numérique.
- ✓ Offrir à chacun la possibilité de participer activement **à l'espace numérique, sans entraves**.



Fournir des logements abordables, démocratiques et durables



Renforcer l'investissement et la réglementation dans le domaine du logement

- ✓ Augmenter les investissements de l'Union dans les logements abordables, économes en énergie et accessibles, en affectant des moyens au **Fonds social pour le climat**.
- ✓ Empêcher la financiarisation du logement en renforçant la **transparence**, en luttant contre la spéculation et en veillant à ce que le logement remplisse sa fonction sociale première plutôt que de se cantonner à un rôle d'actif financier.



Renforcer les capacités des collectivités locales et des organisations de l'économie sociale

- ✓ Fournir **un financement direct** et une assistance technique **aux villes et aux gouvernements locaux** pour qu'ils élaborent des plans de logement durable associant des partenariats intersectoriels.
- ✓ Encourager les modèles de **logements communautaires et coopératifs** pour assurer l'accessibilité à long terme, la cohésion sociale et la protection des locataires contre les marchés spéculatifs.



Lutter contre le sans-abrisme grâce à des solutions fondées sur des données

- ✓ Développer la Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme (EPOCH) et donner la priorité au modèle dit du «**Logement d'abord**».
- ✓ Mettre en œuvre des cadres solides de collecte de données et de suivi afin d'améliorer les comparaisons transnationales et d'informer les politiques fondées sur des données probantes qui s'attaquent efficacement aux formes «cachées» de sans-abrisme et aux lacunes en matière de services.



Assurer une transition juste et inclusive et une croissance verte et bleue



Placer la résilience de l'eau au cœur du pacte bleu pour l'Europe et de la stratégie européenne de résilience pour l'eau

- ✓ Garantir l'accès universel à l'eau en tant que droit fondamental au moyen du **pacte bleu pour l'Europe** et de la **future stratégie de résilience pour l'eau**.
- ✓ Mettre en œuvre des engagements contraignants pour remédier aux défaillances des infrastructures, à la pollution et aux lacunes en matière de gouvernance.
- ✓ Intégrer la sécurité de l'eau aux politiques climatiques, énergétiques et économiques dans le cadre de la **stratégie de résilience pour l'eau** afin de garantir la durabilité et la justice à long terme.



Promouvoir une transition verte et bleue juste qui renforce les territoires et garantit la justice sociale

- ✓ Donner la priorité à **l'action à l'échelle des territoires et aux solutions locales** dans le cadre de la transition verte et bleue de l'Europe. Veiller à ce que ces approches favorisent l'équité et l'inclusion en adoptant des politiques participatives.
- ✓ Prendre en compte les coûts économiques et sociaux supportés par les régions vulnérables, les travailleurs et les groupes marginalisés qui sont souvent négligés par **le mécanisme de transition équitable et les plans territoriaux de transition équitable**.
- ✓ Améliorer l'accès au financement pour les acteurs locaux afin de leur permettre d'élaborer et de mettre en œuvre des initiatives significatives.



Passer de la consultation à la co-création

- ✓ Aller au-delà de la consultation en fournissant **un soutien ciblé, une sensibilisation volontariste et des ressources directes** pour donner aux territoires les moyens d'agir pendant la transition.
- ✓ Veiller à ce que la société civile et les parties prenantes locales jouent un rôle central dans la conception et la mise en œuvre de politiques qui reflètent les besoins locaux réels.



Construire une stratégie européenne forte relative à la société civile



Élaborer une stratégie audacieuse, visionnaire et tournée vers l'avenir

- ✓ Associer étroitement **la société civile** à sa **conception** et à sa **mise en œuvre**.



Garantir que la stratégie pour la société civile

- ✓ **Met en cohérence les responsabilités et les ressources** des organisations de la société civile quant au rôle qu'elles jouent dans la résolution des problèmes de société, en exerçant une fonction de contrepoids qui leur incombe au sein de l'état de droit et en garantissant la responsabilité institutionnelle.
- ✓ Permet **la pleine mise en œuvre de l'article 11** du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).
- ✓ Ouvre la voie à **un accord interinstitutionnel sur le dialogue civil**.
- ✓ Reconnaît **le rôle clé de la société civile** dans la défense d'une société plus inclusive, plus juste et plus démocratique.
- ✓ Intègre des outils et actions visant à **protéger les défenseurs des droits de l'homme** et les citoyens engagés de la société civile.
- ✓ Crée **un environnement propice** à l'action transfrontière des associations et fondations à but non lucratif.
- ✓ Prévoit **un contrôle de la démocratie et de l'espace civique** dans les politiques et la législation à venir.



Passer à l'action

- ✓ Co-crée et met en œuvre sans délai **une plateforme européenne de la société civile**.
- ✓ Adopter rapidement **la directive européenne relative aux associations transfrontalières européennes (ECBA)**, ouvrant la voie à un outil juridique similaire pour les fondations.
- ✓ Permettre à **la plateforme de la société civile** d'apporter une contribution structurée au processus décisionnel de l'Union dans le but de garantir la participation des citoyens.



Renforcer le soutien et le financement des organisations de la société civile



Garantir un cadre financier pluriannuel (CFP) solide pour la période 2028-2034

- ✓ Renforcer le soutien aux organisations de la société civile (OSC) au moyen de programmes gérés par l'Union, notamment un solide programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» (CERV), des politiques de cohésion et un robuste **Fonds social européen Plus**, en investissant dans le renforcement des capacités et en enracinant **le principe de partenariat**.
- ✓ Impliquer les OSC dans **la conception, le suivi, la mise en œuvre et l'évaluation des financements publics**.



Maximiser les opportunités et le soutien aux OSC

- ✓ Par des subventions du CERV, de l'Espace économique européen (EEE) et de la Norvège.



Créer un environnement favorable à l'action philanthropique et aux fondations

- ✓ Soutenir le renforcement des capacités des organisations transfrontières de la société civile.
- ✓ Supprimer les obstacles à la philanthropie transfrontière.

L'édition 2025 de la manifestation «Votre Europe, votre avis!» (YEYS) a eu lieu les 13 et 14 mars et a rassemblé une centaine de jeunes de l'Union, des neuf pays candidats et du Royaume-Uni. Les représentants de conseils nationaux de la jeunesse, d'organisations de jeunesse et d'établissements scolaires secondaires ont collectivement rédigé des recommandations axées sur les droits fondamentaux, l'égalité, les questions sociétales ou encore la participation active, dans l'optique d'un avenir plus inclusif, plus transparent et plus durable.



Faire participer les jeunes à l'élaboration d'une Europe plus forte et plus résiliente



Lutter contre la corruption grâce à la transparence et à la participation des jeunes

- ✓ Associer de toute urgence les jeunes aux actions de lutte contre la corruption, améliorer la transparence des dépenses publiques et renforcer la protection des lanceurs d'alerte.



Promouvoir la citoyenneté active: de la salle de classe à la société dans son ensemble

- ✓ Favoriser une éducation civique qui donne aux jeunes les moyens de contribuer à l'épanouissement des valeurs démocratiques, de lutter contre la désinformation et de prendre part au développement social et culturel.



S'engager pour l'égalité

- ✓ Lutter contre les inégalités par des actions concrètes visant à garantir l'égalité en ce qui concerne la rémunération, la représentation, les droits en matière de procréation ainsi que l'éducation non genrée, tout en remettant en question les structures sociétales dépassées.



Offrir aux jeunes le siège qu'ils méritent

- ✓ Plaider pour une représentation plus forte des jeunes dans le processus décisionnel grâce à l'abaissement de la majorité électorale, à des conseils régionaux de la jeunesse et à des structures de gouvernance plus inclusives.



Élaborer une stratégie cohérente en matière de changement climatique

- ✓ Demander à l'Union de jouer un rôle de premier plan dans l'action mondiale en faveur du climat, grâce à des stratégies globales à la fois d'atténuation et d'adaptation, garantissant la durabilité pour tous.





**Comité économique
et social européen**

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

www.eesc.europa.eu



#CivSocWeek

Printed by the EESC-CoR Printing and Distribution Unit, Belgium

EESC-2025-5-FR

© Union européenne, 2025

Toute utilisation ou reproduction des photographies / illustrations est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur: ©Gettyimages



Office des publications
de l'Union européenne



Print:
QE-01-25-011-FR-C
ISBN 978-92-830-6740-5
doi: 10.2864/8523526
PDF:
QE-01-25-011-FR-N
ISBN 978-92-830-6739-9
doi: 10.2864/6190512

FR